Au-delà des Area Studies: Perspectives comparatistes et interculturelles

Computer, Internet und Literatur in Frankreich und der Frankophonie
Daniel Chartier

De la possibilité de l’interculturel et de l’interdisciplinaire par les Area Studies:
le développement des études québécoises dans le monde à la fin du 20ème siècle

Le développement des études québécoises dans le monde au cours de la fin du 20ème siècle, particulièrement en Europe et aux États-Unis, a suivi un parcours universitaire inattendu qui a permis l’établissement d’un réseau de chercheurs et de professeurs qui devenaient jusqu’alors travailler de manière isolée. Paradoxalement, l’émergence de cette aire culturelle dans les area studies est survenue alors que le monde, sous l’influence intellectuelle du postmodernisme, considéraient les effets de son entrée dans une ère post-nationale. Le Québec vivait alors les ressassements qui ouvraient la défaite de son projet politico-culturel de l’indépendance, mis en échec par les résultats du référendum de 1980 sur la souveraineté-association. Cette défaite a provoqué une scission entre le culturel et le politique et elle a engendré le découragement d’intellectuels et d’écrivains dont certains, comme Lise Bissonnette, qui deviendra l’influente directrice du journal Le Devoir, puis la maître à penser du projet de la Grande Bibliothèque du Québec, préfèrent l’exil (aux États-Unis ou en France) à la démoralisation nationale. D’autres se replient plutôt sur des valeurs intimistes pour poursuivre leur travail intellectuel et créateur. En parallèle et au même moment, émergeait dans les marges culturelles de Montréal un concept qui allait ébranler les bases sur lesquelles se fondait l’idée de culture et de littérature nationales: la transculture. Accueillie avec scepticisme et indifférence par certains, la transculture se voit vigoureusement défendue par des intellectuels d’origine italienne de première et de deuxième générations regroupés autour d’un périodique trilingue nommé Vice versa. De déstabilisante, même pour les critiques les plus éclairés, cette idée de transculture surgit alors que se développe un courant littéraire qu’un critique québécois d’origine haitienne a baptisé les écritures migrantes. Ce mouvement, qui donnera la littérature québécoise de 1982 à 1997, est marqué par des réflexions sur la redéfinition des identités et principalement animé une nouvelle génération d’écrivains émigrés. Ainsi, alors que les milieux académiques débattent de l’utilité et de la pertinence des redéfinitions identitaires, la transculture et les écritures migrantes gagnent rapidement en popularité à l’étranger, et finissent par appuyer avec une force sans précédent la volonté d’implanter le Québec dans la structure des programmes académiques américains et européens. Curieusement, c’est ainsi pendant une période de remise en question des identités nationales, dans un climat de nationalisme démérisé et de déclin mondial de l’enseignement du français, que se voit affermée la reconnais-
Dossier

Le développement des études québécoises

Ce développement optimiste ne permet toutefois pas de passer sous silence les difficultés d’émergence, dont certaines sont liées à la situation particulière du Québec. Ce sont d’autres paraissent constitutives du projet même des area studies. En effet, en examinant l’histoire du développement des études sur le Québec à la fin du 20e siècle, on est frappé par la récurrence des situations qui avaient déjà été observées lors de mise en place des programmes d’area studies aux États-Unis dans les années quarante et cinquante.

Commencé à être étudié à l’étranger à une période où les questionnements identitaires parcourent les discours universitaires, le Québec arrive pour ainsi dire au bon moment en Europe et aux États-Unis, où il propose une vision qu’Ursula Mathis-Moser a qualifié de rencontre inouïe de l’unité et de la diversité. Au contact de la culture et de la littérature québécoises, écrit-elle, dans le cas de l’autrice, les étudiants seront certainement amenés à repenser le passé d’un ancrage multiculturel, tout en se laissant pénétrer par la découverte salutaire de l’impureté. Les chercheurs constatent pour les études québécoises que cette ouverture vers l’Autre est le fait de la découverte d’un objet d’étude comparé, mais familière – d’une nordicité proche dans le cas du Danemark, d’une francophonie minoritaire pour la Wallonie, d’une différence continentale dans le cas du Brésil. Aussi, l’introduction du Québec permet parfois un déblocage méthodologique qui s’étend à d’autres corpus. Par exemple, cette ouverture permet de définir un objet dans ses propres contradictions: Jean-Marie Klinkenberg parle d’un Québec stimulé par sa différence qui se veut exception culturelle et anti-américaine tout en étant largement alimenté et influencé par sa présence sur le continent américain. Ou encore, il peut s’agir de l’ouverture, comme l’écrit Carmen Mata Barreiro, de l’interférence d’apports hétérogènes, sur le plan des cultures, des formations, des approches qui finit par modifier l’unicité même de la culture française et arriver à l’inscrire dans des paramètres interculturels: peut-être pour-nous parler, écrit-elle, du Québec comme moteur de décolonisation dans nos départements.

A cette situation interculturelle favorable, s’ajoutent d’autres facteurs, dont le développement précédent des études canadiennes, qui ont ouvert la voie aux études québécoises. Alain-G. Gagnon, a considéré que le Québec était le laboratoire de la pensée politique qui pose avec acuité les questions de la cohabitation entre majorité et minorité linguistiques et de la relation qu’entretient le nationalisme québécois avec la pensée libérale occidentale. Le cas du Québec permet ainsi, selon Alain-G. Gagnon, de fournir des éléments de réponse aux collectivités traversées par le pluralisme culturel et la diversité sociale.
Les six difficultés des études québécoises

Dans leur déploiement pragmatique et méthodologique, les études québécoises se heurtent toutefois à six types de difficultés qui recoupent celles des autres aires culturelles: (a) l'instabilité institutionnelle; (b) l'intégration disciplinaire; (c) l'usage de la langue française; (d) les contraintes du soutien politique; (e) les défis de l'intégration à de plus vastes ensembles, et finalement (f) la concurrence et la marginalisation vis à vis d'autres cultures.

Dés 1949, Robert B. Hall relevait aux Etats-Unis, dans un rapport pour le Social Science Research Council, le peu de reconnaissance institutionnelle pour ceux qui développent les programmes d'area studies. Il écrivait alors:

To date, area programs have been welcomed in some places and tolerated in others because by merely reallocating existing resources, something new could be had for nothing. Too frequently the additional duties were simply superimposed on those of the willing, who in turn received neither credit nor thanks.15

De plus, l'établissement de ces programmes s'inscrit dans une concurrence féroce pour le financement entre les départements à l'intérieur des institutions: souvent les programmes d'area studies sont vus comme un supplément accessoire aux études disciplinaires et départementales qui, elles, gardent dans la hiérarchie académique le haut du pavé.16 Dans le cas des études québécoises, cette instabilité institutionnelle induit trois types d'effets qui sont autant d'obstacles. D'abord, le contrecoup de la solitude. La rencontre avec le Québec est le plus souvent le résultat d'une heureuse coïncidence dans une carrière universitaire; les études québécoises sont le fruit, écrivent Peter Klaus et Ingo Kolboom, de quelques individus engagés et enragés, qui ne sont pas représentatifs de la discipline.17 Par conséquent, ce genre d'intérêt risque d'être éphémère ou voué au hasard.18 Cette solitude fait aussi que la vitalité des recherches repose bien souvent sur une seule personne dans un département, dont le travail sur le Québec est considéré comme un accessoire, presque un loisir. Pour une carrière départementale, comme le souligne David Parris, ce n'est certainement pas considéré comme un atout.19 L'instabilité institutionnelle a aussi pour effet que les chercheurs n'arrivent pas à intégrer dans des structures permanentes les problématiques qu'ils étudient, ce qui rend problématique toute possibilité d'échanges suivis, de plus, l'isolement de chacun d'eux les rend encore plus dépendants des sources venant du Québec. Même lorsqu'un centre d'études est fondé, son statut reste fragile. Jaap Linvelt écrit à ce propos: «un Centre multidisciplinaire n'a pas le même statut qu'un département [et] le financement de son administration pose des problèmes».20 Troisièmement, l'instabilité institutionnelle des area studies peut finir par avoir raison du projet théorique même qui les sous-tend: la tentation d'un retour à la départementalisation du savoir reste toujours vive. Deux réactions illustrent ce renversement: d'une part la volonté d'ajouter les problématiques des area studies aux programmes disciplinaires, quitte à en dénaturer le sens, et, d'autre part, la fai-
Dossier

Plenary specialisation is not an Area Studies programme, useful as it may be in other respects.28 Sauf exception pour les études américaines, britanniques et des autres aires de langue anglaise, dont le Canada, la question de la connaissance linguistique limite et détermine largement les area studies, tant dans leur développement que dans leur constitution. Dans le cas des études québécoises, la langue soulève différents types de situations. D’abord, parce que la langue française est toujours, contrairement aux langues scandinaves ou à certaines langues d’Europe péninsules, une langue de communication internationale, elle donne l’illusion que les études écrites en français parcourent le monde et sont largement diffusées. Or, cette vision universaliste se heurte aux différences disciplinaires: aujourd’hui, sauf exception seuls les spécialistes des langues romanes maîtrisent le français dans les universités, ce qui a pour conséquence de rendre une large partie de la documentation inaccessible. Dans un rapport intitulé Northern Exposures, Earl H. Fry et Stephen Blank remarquent que la frontière linguistique est directement liée à la frontière des connaissances:

During the past twenty years, écrivent-ils, few scholars in the United States have written about Québec business issues and fewer still have cited French-language sources as research references. [...] The interesting developments in Québec’s business sector have largely been ignored, as has the relevant francophone literature.

Ainsi, la méconnaissance de la langue française et son statut dans les sciences sociales des pays non francophones amoindrit la portée du projet pluridisciplinaire des études québécoises, et explique leur nature plus littéraire et linguistique. Cette situation est le fait non seulement des pays de langue anglaise, mais aussi des autres pays, comme l’ont montré des chercheurs sur le Québec en Chine et en Inde.30 Enfin, dernière problématique concernant la langue: la perte de vitesse du français dans les programmes de langue seconde en Europe et sur les autres continents pourrait représenter, comme l’écrivent Peter Klaus et Ingo Kolboom, un danger mortel [...] pour les études du Canada francophone, en particulier du Québec, qui risquent d’être de nouveau marginalisées.31

S’il ne faut pas négliger le rôle pacifiste que peuvent jouer la connaissance des cultures étrangères, à la fois pour la formation de base et celles des diplomates, il faut aussi défendre l’indépendance universitaire dans l’établissement des priorités de recherches dans les area studies et limiter l’intervention gouvernementale et militaire, qui peuvent parfois avoir des effets pervers sur la compréhension des cultures. Par exemple, on constate aujourd’hui que des collections documentaires étrangères importantes, constituées à partir des dons des ambassades, contiennent peu ou pas d’ouvrages considérés essentiels pour l’étude du Québec ou du Canada. L’insistance trop marquée du lien politique peut transformer toute étude culturelle et littéraire en un relatif d’une situation politique ou d’un combat identitaire, ce qui atténue le rôle des jugements, des œuvres et des analyses.

La même prudence doit s’exercer en ce qui concerne l’établissement des liens interculturels et la définition de sphères d’analyse distinctes dans les area studies. Le désir de considérer des ensembles plus vastes, comme la Francophonie, les Caraïbes, le monde nordique, l’Afrique ou même le Canada peut conduire à des distorsions méthodologiques. Par exemple, dans le cas du Québec considéré dans la Francophonie, on a plusieurs fois souligné le „danger de surimposer à la réalité québécoise une grille d’analyse de catégories qui ne sont qu’imparfaitement adaptées à l’objet; entre autres en ce qui concerne le discours post-colonial. Dans d’autres cas, la présence d’une petite culture comme celle du Québec permet de créer des perspectives comparatistes interculturelles inattendues: au Brésil, des études soulignent, par un tel comparatisme, la similitude d’expériences du continent américain; en Scandinavie, c’est la notion de „pays nordique“ qui se voit mise en cause; et en Espagne, la situation politique de la Catalogne apparaît sous un jour nouveau.

dation du Conseil international d’études canadiennes (CIEC) et consacre, en 1995, la diplomatie culturelle comme l’un des trois piliers, avec le commerce et la défense, de la politique internationale du Canada.32 Si le gouvernement du Québec n’a pas eu à réagir à la même méconnaissance de la culture québécoise chez les universitaires, il n’est toutefois pas demeuré en reste, malgré ses moyens limités: il finance dès les années soixante-dix la fondation de centres d’études québécoises en Belgique et en Italie, appuie la fondation de l’Association internationale des études québécoises (AIQ) en 1997, et crée en 2001 un poste de chargé d’études québécoises au sein de son Ministère des Relations internationales. Au départ, c’est donc une initiative d’éducation civique et de diplomatie culturelle, issue des États étudiés eux-mêmes, qui a favorisé le développement des études québécoises et canadiennes à l’étranger. Dans la période de l’après-guerre aux États-Unis, c’était plutôt le milieu universitaire lui-même qui appelait, pour briser l’isolementisme, l’établissement des area studies. Ses promoteurs soulangaient alors que „the great weakness in American scholarship is its provincialism. [...] They see great value in an intercultural as well as interdisciplinary approach. To these men, the study of foreign areas is essential.34

82
Enfin, les études québécoises, si elles connaissent depuis vingt ans un développement remarquable, se voient toujours confrontées, à l'intérieur des universités, aux limites des structures, des capacités et des vagues culturelles. Dans certains départements d'études romanes, elles connaissent une popularité inespérée : à l'Université de Stockholm, près de la moitié des mémoires et des thèses portent maintenant sur le Québec. La situation n'est pas aussi réjouissante ailleurs, notamment en France. Dans le monde, la friction avec les études canadiennes, le déclin de popularité de la littérature et de l'enseignement du français, l'instabilité du financement gouvernemental, ainsi que la popularité d'autres cultures constituent autant d'échevins qui minent la possibilité de considérer cette culture minoritaire dans un rapport comparatif avec les autres cultures. Pourtant, le cas des études québécoises démontre comment le développement de l'étude d'un corpus national (issu des *area studies*) permet, lorsqu'il s'institutionnalise, de prendre en compte des paramètres interculturels (des différentes cultures des chercheurs vers le Québec et entre ces chercheurs) et interdisciplinaires.

La constitution des *area studies*

Les problèmes et les possibilités que soulèvent à la fois les études québécoises à la fin du 20e siècle et, dans une plus large perspective, les *area studies* mises en place, parfois difficilement, dans les universités des années cinquante à aujourd'hui paraissent constitutifs de l'idée même du projet idéaliste et pragmatique de l'étude des *area studies*. Si elles se fondent sur le paradoxe de la segmentation pluridisciplinaire de savoir selon des aires culturelles pour arriver à une conception générale de la connaissance, elles permettent aussi des comparaisons inattendues et le développement de nouveaux paradigmes interculturels, notamment par l'étude comparée des problématiques qui se posent aux petites cultures qui n'arrivent pas à se satisfaire des modèles théoriques mis en place pour les cultures dominantes. Les processus de synthèse et de mise à distance, nécessaires dans toute étude du savoir, apparaissent ainsi, dans toute leur difficulté et tout leur avantage, comme la condition première de l'établissement de nouveaux liens entre les cultures, et définissent ainsi les *area studies*, à l'encontre de la conception déparmentale ou disciplinaire de la connaissance, comme un laboratoire d'analyse qui permet autant la considération des grandes cultures que des cultures minoritaires.
Robert Dion

Un Québec inter-, multi- ou transculturel?
De l’ambiguïté de quelques volontés d’„aménagement culturel”

S’il est une caractéristique commune à la fois au Canada et au Québec, c’est bien un certain volontarisme en ce qui concerne l’„aménagement de la culture” — expression qui semblera un peu barbare à qui l’estimerait encore, envers et contre tout, que la dimension culturelle doive rester confinée à l’ineffable, mais qui trouve partant sa double symétrie dans les termes „aménagement de la nature” ou, plus couramment, „de l’environnement”, tout aussi choquants au premier abord. C’est en effet un sentiment partagé, à Ottawa comme à Québec, que la culture ne peut être abandonnée aux seules lois du marché, que ce soit sur les plans national ou international. Il en va de même en ce qui concerne l’identité ou plutôt les identités „nationales”: l’„être” canadien ou québécois parait difficilement pouvoir être laissé dans l’impicite. Il doit constamment être défini ou redéfini, sans quoi le Québécois risquerait de se voir happé par le Canadien et l’Anglo-Canadien par l’Américain (plus précisément: l’Etats-Unis). Ce n’est donc pas un hasard si le Canada fut, en 1971, le premier pays du monde à se proclamer officiellement multiculturel et si, par ailleurs, le Québec se situe aujourd’hui aux avant-postes de la construction de la Francophonie et de la défense de la „diversité culturelle”.

Le Canada et le Québec ont ainsi produit une multitude d’œuvres, de politiques, de lois et d’énoncés de principe voués à conceptualiser et à mettre en application des modèles d’aménagement culturel dans un contexte de pluralisme et de diversité culturelles. Il ne s’agit bien sûr aucunement ici de refaire l’histoire de ces modèles, tâche qui ne pourrait être accomplie dans le cadre d’un seul article et qui a déjà fait l’objet de nombreuses publications. Mon ambition est plus réduite: elle se borne à interroger les usages idéologiques et proprement culturels de ces modèles.

Mise en contexte

Un sondage mené par la firme Léger Marketing et publié en juillet 2002 indique qu’„environ 90% des Canadiens croient qu’il n’y a pas de culture canadienne unique, mais plusieurs. Cette impression est la même dans toutes les provinces ou régions du pays”; c’est dire, mentionne plus loin la dépêche, „que seulement 7% des Canadiens ont soutenu qu’il existait bel et bien une culture canadienne”; …